



Sommaire

❖ Zoom sur l'invasion russe en Ukraine	
○ Secteur du transport	p 2
○ Secteur de l'énergie	p 3
○ Autres secteurs	p 6
❖ Autres faits saillants	p 7
○ Pologne	p 7
○ Hongrie	p 10
○ République tchèque	p 13
○ Slovaquie	p 15
○ Lituanie	p 20
○ Lettonie	p 21
○ Estonie	p 22
❖ Calendrier	p 25

Zoom – invasion russe en Ukraine

Secteur du transport

Le projet *Rail Baltica* prend une tournure militaire

En cours depuis un an, l'invasion russe en Ukraine induit un changement de perspective de plus en plus tangible dans les enjeux de mobilité en région balte. Cela se matérialise en particulier sur le projet *Rail Baltica*, désormais pensé comme un élément central de la **mobilité militaire** face à la menace russe et dans la perspective de l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN.

Le transport de charbon dynamise, ponctuellement, le secteur portuaire, affecté par l'assèchement du fret avec la Russie ...

La dynamique de fret portuaire a été très positive en 2022 en Lettonie et en Pologne.

Le fret portuaire letton a atteint 48Mt, +15% par rapport à 2021.

Le vrac (53% des volumes) a progressé de près de 27% : le charbon (8,4Mt) a presque été multiplié par 5, les copeaux de bois (1,9Mt) ont baissé (-5%) et les produits chimiques (0,78Mt) plus encore (-56%), les produits pétroliers (8,6Mt ; 90% du vrac liquide) ont diminué (-3%).

Le fret général a progressé de 9% (13,9Mt), dont le transport RO-RO de 10%, le transport de containers et celui des produits de la filière bois de 9,5%.

Ce résultat s'explique en grande partie par l'infrastructure portuaire lettone, **adaptée au transbordement et à l'entreposage de charbon**, ce qui a permis d'attirer les cargaisons de charbon en provenance du Kazakhstan, d'Afrique et autres pays.

En Pologne, le port de **Gdańsk** a transbordé 68Mt de marchandises en 2022 (+28%). L'augmentation a été générée avant tout par 2 groupes de marchandises : **le charbon** (13,2Mt soit +175% dont 12,5Mt à l'import) et **les combustibles liquides** (25Mt ; +35%).

De même, les ports Szczecin-Świnoujście ont noté une augmentation de 11% avec 37Mt de marchandises transbordées, dont +51% pour le charbon et +43% pour les combustibles liquides.

En Lituanie en revanche, le port de Klaipėda, après une décennie particulièrement prospère (+63% de trafic entre 2009 et 2021), **subit de plein fouet les conséquences de la guerre** (-20% de trafic en 2022). La Banque européenne d'investissement (BEI) et le port de Klaipėda ont signé fin 2022 un accord de **prêt de 65M€ destiné à l'aménagement du port**, afin que celui-ci puisse accueillir des navires de plus grande taille et gagner en productivité. Ce prêt vient compléter une aide européenne directe de 77M€ et un prêt de la Banque nordique d'investissement de 68M€, accordé début 2020.

... et idem pour le fret ferroviaire

En Estonie, le fret ferroviaire a **chuté de 47%** entre 2021 et 2022, passant de 12Mt à 6Mt, du fait de la fin du transport de marchandises russes et biélorusses. A l'inverse, le secteur a surperformé en **Pologne** et **Tchéquie**, avec respectivement 62,5Mds tonnes-kilomètres (+11,7%) et 35,2Mds tonnes-kilomètres (+2,1%). Le retour en Tchéquie des **trains de charbon** compense la baisse du transport de composants automobiles. 250Mt de marchandises ont été transportées en 2022 (+2%), 2^{ème} meilleur résultat des dix dernières années. PKP Cargo reste leader du marché (pdm de 35,5%). En Tchéquie, ČD Cargo maintient sa position de numéro 1 (pdm de 58%). PKP LHS, opérateur sur le réseau de 1520mm entre Silésie et Ukraine, enregistre un volume record (11Mt).

Secteur de l'énergie

Poursuite des mesures de soutien aux entreprises face aux prix de l'énergie et ajustement des modalités de calcul

En **Hongrie**, le gouvernement prolonge sur le T1 2023 **un programme de subventions pour les PME confrontées à la hausse des prix de l'énergie**. Il indemnise les PME des secteurs touristiques et manufacturiers à forte intensité énergétique, dont les coûts énergétiques atteignent 2% des ventes (contre 3% dans le plan initial). La subvention est plafonnée à la moitié de l'augmentation de leurs factures d'énergie. Ce dispositif est accompagné d'un programme d'investissement dans l'efficacité énergétique, à hauteur maximale de 15% des coûts. La dotation globale des deux programmes, de 100Mds HUF (260M€) en 2022, sera de 120 Mds HUF (310M€) en 2023.

En **Pologne**, le gouvernement a annoncé début février le **plafonnement du prix du gaz à partir du 1^{er} avril 2023 pour les boulangeries et pâtisseries** (environ 2700 entreprises) à 200 PLN/MWh (40€/MWh), avec compensation pour les fournisseurs de gaz. Le coût de la mesure est estimé à 300 M PLN (63M€) pour les 3 trimestres 2023 (*aide de minimis*). Par ailleurs, le précédent dispositif de **plafonnement des prix de la chaleur** à 150,95 PLN/GJ (32€/GJ) pour le chauffage au gaz et au fioul et à 103,82 PLN/GJ (22€/GJ) pour les autres sources n'a pas permis de limiter les augmentations à +40% comme espéré par le gouvernement (dans certaines petites villes les prix sont passés de 30-40 PLN/GJ à 60-80 PLN/GJ, restant sous le plafond de prix mais connaissant une hausse de +100%). La Diète a donc adopté fin janvier une loi modifiée, qui prévoit désormais explicitement le plafonnement du chauffage à **+40% par rapport au prix du 30 septembre 2022** pour les ménages et les institutions d'utilité publique. Les plafonds de prix de la chaleur inscrits dans la loi précédente restent valables. Un versement aux opérateurs de chauffage urbain compense cette mesure de plafonnement, son coût est estimé à 14,5 Mds PLN (3 Mds€).

En **Tchéquie**, selon le ministère de l'industrie et du commerce, l'Etat a versé aux fournisseurs d'énergie, pour le mois de janvier, des avances extraordinaires d'un montant de 8,3 Mds CZK (350 M€) pour la **compensation de l'application du plafonnement des prix de l'énergie**. Si le marché de gros se maintient à des prix plus favorables par rapport à 2022, le gouvernement estime devoir compenser cette année 100-150 Mds CZK (9-13,5 Mds€) aux fournisseurs, contre 200-240 Mds CZK (18-21,5 Mds€) dans un scénario de prix plus élevés (automne 2022).

En **Slovaquie**, le gouvernement a prolongé le 16 janvier la **protection des petites entreprises qui font face aux prix énergétiques élevés** sur toute l'année 2023 et non le seul T1 2023. Il s'agit des consommateurs dont la consommation annuelle ne dépasse pas 30MWh d'électricité et 100MWh de gaz. Outre les entreprises, sont aussi concernés de faibles consommateurs tels que les petites municipalités. Ces entreprises bénéficieront de prix régulés et plafonnés (hors taxes) à 199 €/MWh pour l'électricité et 99 €/MWh pour le gaz. L'Etat compensera tout montant au-delà de ces seuils directement aux fournisseurs d'énergie. Au T1 2023, cette mesure devrait coûter 58M€. Pour mémoire, pour les grands consommateurs, l'Etat remboursera 80% du montant au-delà des seuils mentionnés.

En **Hongrie**, le **prix du gaz** pour les consommateurs qui dépassent un seuil de consommation **serait revu à la hausse d'ici la fin du mois d'avril**. Par ailleurs, le gouvernement a autorisé les universités gérées par des fondations privées, ainsi que les entreprises administrées par des minorités ethniques, à intégrer le système de prix du gaz plafonné (obligation de service universel) entre mars et la fin du mois de septembre 2023. Outre les consommateurs résidentiels, les seules entités protégées par le plafonnement jusqu'à présent étaient les administrations publiques et les Eglises.

En **Lettonie**, le gouvernement a approuvé le 17 janvier 2023 de **nouvelles mesures de soutien aux ménages se chauffant individuellement au gaz de pétrole liquéfié (GPL) et au fioul**. Les ménages utilisant le GPL seront compensés à hauteur de 50% de la hausse du prix au-delà de 70 €/MWh (la compensation ne s'applique que jusqu'à un plafond de prix payé de 100 €/MWh), dans la limite de 1000 tonnes. Une compensation de 50% de la hausse du prix au-delà de 0,69 €/litre (la compensation ne s'applique que jusqu'à un plafond de prix payé de 2,01 €/litre), dans la limite de 4000 litres, sera mise en place pour le fioul. Le coût budgétaire des mesures est estimé à 10,9 M€.

Taxation des recettes excédentaires en Slovaquie

Le 31 janvier, le gouvernement a approuvé un décret qui complète l'amendement de la loi sur l'énergie du 6 décembre 2022, visant à introduire **une taxe sur les recettes excédentaires issues de la production d'électricité**. Le ministère des Finances prévoit des recettes fiscales à hauteur de 135 M€. Le taux de cette taxe a été défini à 90 %. Le décret définit les seuils respectifs par MWh selon la ressource énergétique : 100 € pour l'incinération des déchets, 120 € pour l'énergie solaire, 180 € pour l'énergie éolienne, de géothermie, hydraulique, nucléaire, d'huiles minérales et de bioliquide, de tourbe, 230 € pour le lignite, 240 € pour la biomasse (combustible gazeux ou solide). Selon le ministre de l'Economie ces seuils ont été déterminés au vu des coûts des différentes ressources et afin de préserver les accords avec Slovenske Elektrarne. En effet, le mémorandum présenté en février 2022, qui acte le principe de prix plafonnés pour les ménages (61,21 €/MWh), n'a pas encore été signé. Slovenske elektrarne, le principal producteur d'électricité, se trouve dans une situation financière extrêmement précaire du fait de la construction des deux blocs nucléaires à Mochovce et du récent couplage au réseau de l'un de ces deux réacteurs. Pour le seul incinérateur de la ville de Bratislava d'une puissance installée de 6,3 MW et produisant annuellement 33000 MWh d'électricité, le manque à gagner serait de 14,3 M€ en 2023, entravant la modernisation de la production énergétique.

2022, année de retour vers le charbon en Tchéquie ?

Selon les statistiques du ministère de l'Industrie et du Commerce, **la production de lignite** a atteint 33,4 Mt l'an passé, soit une augmentation de 14% par rapport à 2021. La pénurie de gaz naturel et la forte augmentation de son prix a entraîné une plus forte mobilisation des centrales électriques au charbon, à l'instar de celle de *Chvaletice* qui a produit un volume record de 4,9TWh d'électricité. L'augmentation de l'exploitation minière se traduit également par une **hausse des exportations de 151%**, pour atteindre près de 1 Mt, principalement vers la Slovaquie et la Pologne.

La CE valide le régime d'aide d'Etat pour soutien de l'économie nationale en Slovaquie

Le 31 janvier, la Commission européenne a autorisé le régime d'aide d'Etat slovaque d'un montant de 600 M€ pour soutenir l'économie nationale dans le contexte de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. La Commission met en exergue que l'aide prendra la forme de subventions directes destinées à soutenir les entreprises touchées par les fortes hausses des prix du gaz naturel et de l'électricité. A l'exception du secteur financier, cette aide sera ouverte à tous les secteurs. Dans son communiqué, la Commission rappelle que le régime slovaque est conforme aux conditions énoncées dans le cadre de l'encadrement temporaire de crise. Selon le ministère de l'Economie, cette aide est notamment destinée aux plus grandes sociétés et aux sociétés énergivores en Slovaquie et elle est valide jusqu'au 31 décembre 2023. Le ministère informe également, qu'en coopération avec les associations patronales, il est en train de

préparer les détails d'un appel à projet pour que l'aide soit la plus efficace. Le ministère devrait rendre prochainement publiques les modalités et l'échéancier des aides

Hongrie, investissements massifs dans les infrastructures énergétiques et prêts bonifiés pour l'efficacité énergétique

Le ministre de l'Energie a annoncé la **multiplication par 5 des investissements** dans les infrastructures énergétiques en Hongrie d'ici 2030. Ils se concentreront sur les énergies renouvelables, le déploiement du réseau et la mise à niveau des infrastructures. Le ministre souhaite **réduire la dépendance énergétique de la Hongrie**, même dans les périodes où cela est coûteux et pèse sur le budget. Il ne souhaite pas rejeter des sources énergétiques pour des raisons idéologiques, car un tel raisonnement « mettrait l'économie hongroise en danger ».

Le gouvernement va lancer un programme de crédit subventionné de 700 Mds HUF (1,8 Md€). Les crédits aux entreprises pour des prêts d'investissement ou du fonds de roulement seront plafonnés à 6% en forint et à 3,5% en € (vs. taux commerciaux de 20%). Les taux seront encore réduits pour les investissements d'amélioration en efficacité énergétique.

Une nationalisation pour sauver les bains thermaux hongrois ?

L'Etat étudie un plan de rachat des bains thermaux municipaux, qui rencontrent de grandes difficultés à régler leurs factures d'énergie. Le gouvernement pourrait en exproprier les propriétaires actuels (mairie de Budapest notamment) et en mettre l'exploitation en concession.

Coopération avec pays tiers et diversification des fournisseurs

Lors d'une visite en Hongrie du Président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, le PM hongrois a salué l'intensification des liens énergétiques entre les deux pays. **La Hongrie considère l'Azerbaïdjan comme un « partenaire stratégique prioritaire »** et, selon Viktor Orbán, **« l'alternative de diversification la plus réaliste »**. M. Aliyev a déclaré que son pays disposait de suffisamment d'énergie pour être un fournisseur fiable de l'Europe sur les 100 prochaines années. La Hongrie deviendrait un **pays de transit pour le gaz et l'électricité** dans le contexte de deux accords entre l'Azerbaïdjan et l'Europe : l'un prévoit le doublement des livraisons de gaz azéri sur le continent européen d'ici 2027, et l'autre l'exportation d'électricité depuis l'Azerbaïdjan vers l'Europe. V. Orbán souligne l'importance de la coopération entre les pays de transit (Bulgarie, Hongrie, Roumanie et Slovaquie) et demande à ce titre un soutien européen « approprié ».

Le groupe pétrolier hongrois MOL et l'opérateur d'oléoduc croate Janaf ont signé un contrat pour la livraison de 0,5Mt de pétrole d'ici fin mars 2023. Le contrat prévoit le transit du pétrole brut entre Omišalj, sur la côte croate, et Gola, à la frontière hongroise. Janaf va également stocker du pétrole brut pour MOL à Omišalj et Sisak.

Le gouvernement équatorien souhaite maximiser sa production de pétrole dans les champs existants, et pourrait avoir recours à une technologie du groupe MOL.

Assouplissement des régulations pour le solaire

Le gouvernement lituanien a pris la décision **d'assouplir la limite de 2 GW lors de la construction de parcs solaires**, à l'origine imposée pour éviter une possible saturation du réseau électrique lorsque les conditions météorologiques sont trop favorables. Dorénavant, la construction de parcs plus imposants est autorisée sans limite de capacité, à condition qu'ils soient déconnectés du réseau pendant les pics de production. En République tchèque, le Sénat a approuvé un amendement à la loi sur l'énergie qui **simplifie la procédure de délivrance de permis pour les petites sources renouvelables, y compris solaires**. La limite de puissance à partir de laquelle les

propriétaires doivent demander une licence pour produire de l'électricité, ainsi qu'un permis de construire, passera de 10 à 50 kW.

La Tchéquie volontaire pour participer au projet GNL de Lubmin

Lors d'une visite à Berlin le 24 janvier le Premier ministre tchèque s'est entretenu avec son homologue allemand sur la sécurité énergétique et l'indépendance vis-à-vis des ressources fossiles russes. M. Fiala a indiqué que son pays était prêt à prendre une participation dans le nouveau terminal GNL de Lubmin, sur la Baltique, exploité par l'opérateur privé Deutsche Regas, avec une capacité totale annuelle de 5,2 Mds m³. Ce terminal présente l'intérêt d'être déjà connecté au réseau de transport de gaz, permettant son acheminement vers la Tchéquie sans construction de nouvelles infrastructures. Il serait ainsi le 2^{ème} terminal GNL dans lequel la Tchéquie aurait une participation après le terminal flottant de Eemshaven aux Pays-Bas.

Consommation énergétique et importations russes en baisse

Le Premier ministre tchèque a déclaré que son pays avait réduit ses importations de gaz russe à un maximum de **3,5% du total des approvisionnements** (contre 97% avant l'agression russe en Ukraine), notamment en raison de l'arrêt des flux via le gazoduc Nord Stream 1 en septembre, remplacés par des approvisionnements en provenance de Norvège et de GNL depuis la Belgique et les Pays-Bas. En outre, il a annoncé que les réservoirs de gaz étaient remplis à 74% de leur capacité, leur plus haut niveau historique à ce moment de la saison de chauffage.

La consommation totale de gaz sur l'année 2022 a chuté de 19% par rapport à 2021 pour s'établir à 81,5 TWh, selon l'Office de régulation de l'énergie (ERU). Par ailleurs, en économisant près de 807 M m³ de gaz depuis le 1^{er} octobre par rapport à l'année précédente, le pays a atteint dès le 24 janvier l'objectif de l'UE de réduire la consommation de gaz d'au moins 15% pendant l'hiver. **La consommation d'électricité a baissé de près de 4% pour atteindre 73,7 TWh.**

En 2022, la production de l'énergie électrique en **Lettonie** a représenté 4,8GWh, en baisse de 14,5% par rapport à 2021. Le volume de l'énergie électrique produit par les grandes centrales hydroélectriques n'a pratiquement pas changé par rapport à l'année précédente et a représenté 2,65GWh (55% du total). En comparaison à l'année 2021, on constate une **baisse importante du volume de production par les centrales thermiques (-37%)**, ainsi que par les centrales à biomasse et à biogaz (-6% et -9% respectivement). A l'inverse, **la production éolienne a progressé de 34%**, tandis que **les parcs solaires ont généré 2,2 fois plus d'électricité.**

En Hongrie, la consommation électrique totale a diminué de 2,5% à 45 758 GWh. D'après des données préliminaires, la consommation 2022 de gaz a enregistré un repli de 17%.

Embargo pétrolier, le secteur du raffinage en mutation

Depuis le 5 février l'embargo sur l'exportation de produits pétroliers raffinés (essence, diesel) issus du brut russe est en place. La raffinerie slovaque Slovnaft, transformant le pétrole russe, profite d'une exception temporaire pour les marchés tchèque et ukrainien. Mais elle diminue déjà l'intrant russe dans sa production, tout en soulignant que ses coûts de production vont augmenter, comme l'a montré un test de production avec du pétrole importé du Moyen Orient.

Autres secteurs

Désignation d'un délégué à la reconstruction en Tchéquie

La République tchèque a créé un poste **de délégué gouvernemental pour la reconstruction de l'Ukraine**. Tomáš Kopečný, précédemment vice-ministre de la Défense, qui s'est vu confier ce

poste, sera chargé de la coordination des contributions du secteur public, privé et non gouvernemental tchèque à la reconstruction, notamment de la région Dnipropetrovsk.

Autres faits saillants

Pologne

Financements

Mi-janvier, le ministre de l'agriculture et la ministre du climat et de l'environnement ont présenté les détails du programme "Énergie pour les villages", dans le cadre duquel le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion d'eau (NFOŚiGW) cofinancera des investissements dans les EnR, le stockage de l'énergie et les installations de biogaz agricole. Le programme s'adresse aux agriculteurs et aux coopératives énergétiques des zones rurales et rurales-urbaines. Il sera mis en œuvre entre 2023 et 2030, mais de nouveaux accords ne pourront être conclus que jusqu'à fin 2028. 100 M PLN (21 M€) seront distribués lors du premier appel à candidature, qui se déroulera du 25 janvier au 15 décembre 2023 et le budget total du programme s'élèvera à 1 Md PLN (212 M€), dont 515 M (109 M€) seront distribués sous forme de prêts et 485 M (103 M€) sous forme de subventions. Un même bénéficiaire pourra recevoir jusqu'à 25 M PLN (5,3M€) en prêts ou/et jusqu'à 20 M PLN (4,2 M€) en subventions. Les fonds proviendront du Fonds de modernisation de l'UE.

La Banque européenne d'investissement (BEI) a approuvé 15 programmes du Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion d'eau (NFOŚiGW) d'une valeur de 18,7 Mds PLN (4 Mds€) financés par le Fonds de modernisation. Les nouveaux programmes concerneront des investissements notamment dans les sources d'énergie à faibles émissions dans les secteurs de l'électricité, de l'industrie et du chauffage (7 Mds PLN ; 1,4 Md€), le développement des infrastructures de distribution d'électricité (1 Md PLN), les infrastructures énergétiques intelligentes (1,5 Mds PLN ; 319 M€), l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments selon le modèle ESCO (112,5 M PLN ; 23 M€), le stockage d'énergie pour la stabilisation du réseau (1 Md PLN) et l'utilisation de combustibles alternatifs pour la production d'énergie (3 Mds PLN ; 638 M€). En 2023, NFOŚiGW a l'intention de lancer des programmes d'une valeur totale de 6 Mds PLN ; 1,2Md€).

Energie

- gaz et pétrole

Le 25 janvier, Orlen et l'entreprise américaine Semptra Infrastructure ont signé un contrat de 1 Mt/an de LNG à partir de 2027.

Selon les données de la société PKN Orlen en 2022, la Pologne a importé un volume record de 4,4 Mt de LNG (env. 5,8 Mds m³) via le terminal de Świnoujście, dont 3,2 Mds m³ provenaient des États-Unis et 2,3 Mds m³ du Qatar.

Le jeudi 19 janvier, l'Institut des Etudes Énergétiques de Basse Silésie (DISE) a présenté son rapport intitulé « Le gaz – otage géopolitique : usage du gaz naturel pour la production de l'énergie dans l'Union Européenne dans le contexte d'influence des facteurs géopolitiques ». L'étude montre que la production polonaise d'énergie électrique à partir de gaz pourrait quintupler d'ici 2035 et atteindre le niveau de 74 TWh. La Pologne pourrait tomber dans un « piège gazier » si le pays n'accélère pas le développement des ENR et de l'efficacité énergétique. Le rapport remet en question la qualité de gaz en tant que carburant de transition, en l'absence

de technologies permettant de basculer l'infrastructure gazière vers l'hydrogène, et indique aussi le manque de solutions alternatives qui pourraient remplacer la puissance générée par le charbon. La version anglaise du dernier rapport est disponible [ici](#).

Début février, Rafako et Tauron Wytwarzanie sont parvenus à un accord dans le cadre de médiations. Ils prévoient de déterminer les conditions finales de l'accord d'ici le 28 février et le signer d'ici le 8 mars 2023. Les entreprises sont en conflit au sujet d'une unité de production d'électricité à Jaworzno, qui est tombée en panne à plusieurs reprises (Rafako prétend que la raison en est une exploitation incorrecte, Tauron allègue des erreurs dans la construction de l'installation).

Fin décembre est entré en vigueur le règlement qui diminuer temporairement la part du gaz qui doit être vendu sur la bourse de l'énergie de 55% à au moins 30%.

- électricité et chaleur

Le 3 janvier, PGE a lancé une plateforme pour mettre en relation les vendeurs et les acheteurs d'électricité, en complément des échanges sur la Bourse (TGE). La plateforme de déclaration d'électricité (PDE) permet aux participants de publier des déclarations anonymes d'intention d'acheter ou de vendre d'électricité. Selon le PDG de PGE, l'objectif du PDE est de permettre un commerce de l'énergie " efficace et transparent " après la suppression de l'obligation de vente en bourse.

- renouvelables

Au mois janvier, le ministère de l'infrastructure a annoncé les résultats des appels d'offre concernant les concessions pour les fermes éoliennes offshore dans 3 zones. L'appel d'offre pour la zone 53.E.1 n'a pas été concluant et les zones 43.E.1 et 60.E.3 ont été attribuées à PGE Baltica.

Le 19 janvier, l'Agence de développement industriel (ARP) et la société espagnole GRI Renewable Industries ont signé un accord pour la construction d'une usine de mâts pour l'énergie éolienne offshore. La valeur de l'investissement s'élèvera à plus de 150 M€. L'usine sera construite en 2025 à Gdansk et produira annuellement plus de 120 mâts pour éoliennes d'une puissance de plus de 14 MW.

Le 8 février, la Diète a adopté la modification de la loi sur les investissements dans l'énergie éolienne. Selon la nouvelle réglementation, les éoliennes pourront être construites à une distance d'au moins 700m des habitations, à condition de respecter un certain nombre d'obligations vis-à-vis de la municipalité et des résidents.

Environnement

- qualité de l'air

Le 3 janvier a été lancée la nouvelle édition du programme gouvernemental « Air Pur » qui offre des plus grandes subventions aux plus démunis. Les ménages multiples à revenu mensuel de 1 090 PLN (228€) par personne et les ménages d'une personne à revenu mensuel de 1 526 PLN (319€) peuvent bénéficier d'une subvention allant jusqu'à 135 000 PLN (28 200€) au lieu de 69 000 PLN (14 400€) dans la précédente édition du programme pour la modernisation thermique et le changement des chaudières. L'audit énergétique du bâtiment est dès maintenant obligatoire avant l'octroi d'une subvention. Chaque bénéficiaire recevra donc aussi 1 200 PLN (250€) pour sa réalisation.

Le Ministère du Climat et de l'Environnement a finalisé le projet d'amendement de la loi géologique et minière concernant le développement des technologies de capture et de stockage géologique du CO₂. La nouvelle réglementation vise à faciliter aux entreprises d'investir dans les projets de stockage géologique du carbone à caractère industriel. Ainsi, parmi les changements

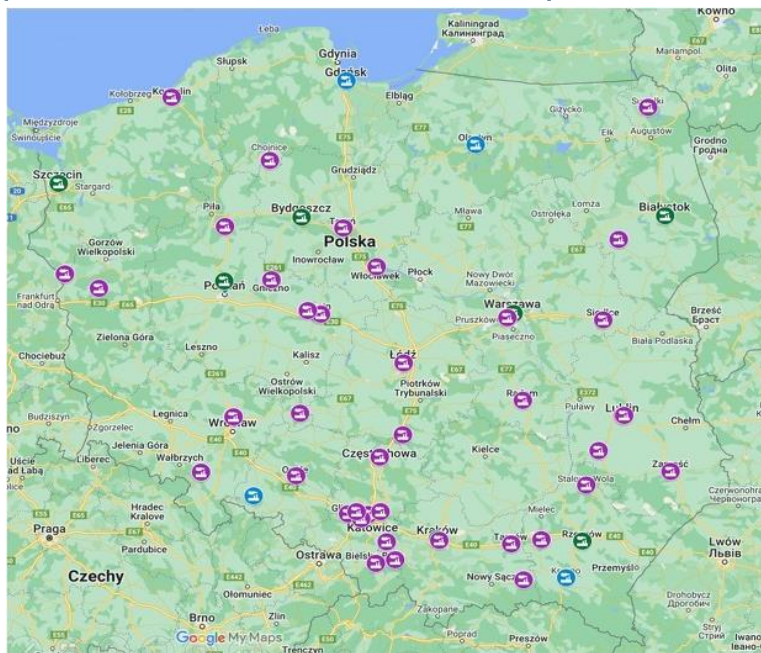
proposés, on retrouve, entre autres, une augmentation du nombre de terrains où ces projets pourraient être localisés, l'enlèvement des restrictions quantitatives concernant leur capacité et la renonciation aux taxes de recherche et repérages. Selon les déclarations du Ministère, la nouvelle loi pourrait être validée au cours du mandat actuel de la diète.

La mairie de Varsovie envisage de mettre en place à partir du 1^{er} juillet 2024 une zone à faibles émissions qui couvrira une partie de la ville. L'interdiction concernera les véhicules de plus de 27 ans (à essence) et les véhicules de plus de 18 ans (diesel). La consultation publique en la matière sera lancée dans les jours à venir.

- déchets

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a validé 39 projets de construction des stations de valorisation thermique des déchets en cogénération qui bénéficieront d'un cofinancement. Le programme prévoit des subventions pour un montant global de 3 Mds PLN (0,63 Md€) et des prêts pour une enveloppe de plus de 7 Mds PLN (1,46 Md€). Les investissements seront réalisés au cours des 5-7 prochaines années. Actuellement, en Pologne il y a 9 incinérateurs opérationnels.

Implantations des incinérateurs existants et planifiés en Pologne



en vert – installations opérationnelles
en bleu – installations en cours de réalisation
en violet – installations planifiées

source : Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau

Infrastructures de transport

Mi-janvier, lors des Railway Direction Days à Varsovie, la société CPK et les chemins de fer ukrainiens (Ukrzaliznyca), ont signé un accord de partenariat de trois ans visant à renforcer leur coopération dans la construction de nouvelles infrastructures. L'un des objectifs les plus importants de l'accord est le développement de nouvelles connexions transfrontalières sur l'écartement européen de 1435 mm, en particulier la construction de lignes ferroviaires à grande vitesse. Un second accord de coopération a été signé par CPK, Správa železnic et Rail Baltica. Lors du congrès, la société de conseil Steer a annoncé que le coût total estimé de l'ensemble du réseau ferroviaire à grande vitesse dans la région de Trois Mer est d'environ 60 Mds€.

Fin janvier, la société CPK a signé un accord préliminaire en vue d'acquérir une participation majoritaire dans Torpol, une société spécialisée dans la modernisation et la construction d'infrastructures ferroviaires.

Transports

- ferroviaire

Le 25 janvier Polregio (opérateur ferroviaire du transport local et interrégional de voyageurs détenu à 51% par l'Agence pour le Développement de l'Industrie et à 49% par les voïévodies) a signé avec FPSH.Cegielski, Newag, Pesa et Stadler un contrat pour la fourniture des 200 nouvelles rames. La valeur du marché s'élève à 7 Mds PLN (1,46 Md€).

Le 25 janvier le conseil d'administration de PKP Cargo et les syndicats ont signé un accord concernant l'augmentation des salaires à partir du 1^{er} janvier 2023 ce qui a mis un terme au conflit social au sein de PKP Cargo. Le coût estimé des augmentations s'élève à environ 166 M PLN (34,7 M€).

- maritime

Fin janvier, le président Andrzej Duda a signé la modification de la loi sur la sécurité maritime qui, entre autres, octroie au Trésor public le droit d'achat en priorité de parts ou d'actions d'une société commerciale qui détient des biens immobiliers situés dans un port d'importance fondamentale pour l'économie nationale.

Hongrie

Energie

- électricité

La consommation brute d'électricité a diminué de 7,8 % en glissement annuel en décembre 2022 (4 001 GWhs), à la faveur d'un mois doux et de la fin du plafonnement des prix pour les gros consommateurs. D'après les données préliminaires pour l'ensemble de l'année, qui doivent encore être affinées, l'électricité produite par l'énergie nucléaire devrait représenter 34,6 % de la consommation finale, contre 34,07% en 2021. Les centrales à gaz ont produit 19 % de l'électricité consommée, contre 20,4 % en 2021. Le poids du solaire a augmenté de 5 à 6,7 %, et celui du lignite au charbon, de 6,9 à 7,1 %. Le gouvernement projette une hausse de la demande électrique de 68 % d'ici 2030.

Le ministère de l'Energie a chargé le groupe énergétique public MVM de rehausser son action internationale afin de devenir un champion régional, à l'image du groupe pétrolier MOL. Par ailleurs, le ministre de l'Energie, Csaba Lantos, a annoncé la nomination de Karoly Matrai comme Directeur général de MVM. M. Matrai a dirigé Keler KSZF, une chambre de compensation pour les marchés régionaux de l'énergie. Il a travaillé pour les filiales roumaine et espagnole du groupe énergétique MET, lequel avait à sa tête, dans le passé, M. Csaba Lantos. Le Conseil d'administration de MVM sera dirigé par Gabor Czepek.

E.ON lance un programme d'investissement de 74 Mds HUF (190,9 M€) pour permettre de relier plus de panneaux solaires au réseau électrique. 726 MW de capacité électrique solaire supplémentaire devraient être connectés d'ici 2026. La moitié des fonds proviendra des ressources propres d'E.ON et l'autre moitié du plan de relance européen (PNRR). Jusqu'à présent, 163 Mds HUF (420,4 M€) de demandes de subventions ont été approuvées dans le cadre du PNRR, qui permettront d'installer 3 000 MW de capacité solaire. Le gouvernement préfinance ces projets, en attente du versement des fonds par l'Union européenne.

- gaz

La consommation de gaz a diminué en Hongrie d'environ 24 % en g.a en décembre 2022. La consommation des ménages a baissé de 23 % et celle des entreprises de 25 %.

Le groupe public MVM va pénaliser les entreprises de chauffage urbain des villes de Miskolc, Szeged et Hódmezővásárhely pour avoir commandé du gaz naturel qu'elles n'ont pas utilisé. La société de Miskolc devra payer 174,5 Mds HUF (450,8 M€) au titre des mois de novembre et décembre, contre 190 Mds HUF pour Szeged (490,5 M€) et 8 Mds HUF (20,7 M€) pour Hódmezővásárhely. Le journal d'opposition HVG a noté que la ville de Szekszárd, dans la même situation que les précédentes mais dirigée par le Fidesz, n'a pas reçu d'amende. MVM a avancé que la liste détaillée des sanctions appliquées aux villes relevait du secret des affaires.

Les installations de stockage de gaz étaient remplies à 62,96 % de leurs capacités au 18 janvier, ce qui représente 3,98 Mds m³ de gaz naturel. Cette quantité représente 40,12% de la consommation annuelle du pays, contre une moyenne européenne de 23,74%. La Hongrie dispose de stocks suffisants pour couvrir 109,5 % de la consommation annuelle des ménages.

- nucléaire

Le ministre des Affaires étrangères et du commerce, Péter Szijjártó, s'est à nouveau entretenu avec le vice-Premier ministre russe Alexander Novak, chargé des questions énergétiques. Les discussions ont porté sur l'accélération de la construction des deux nouveaux réacteurs de Rosatom (Paks II), ainsi que sur les livraisons de gaz et l'approvisionnement via TurkStream, qui restent ininterrompus.

Le ministre de l'Energie, Csaba Lantos, prévoit que les deux nouveaux réacteurs nucléaires de Paks II pourraient être en service d'ici 2032, contre un objectif gouvernemental fixé à 2030.

Le PDG de la centrale nucléaire de Paks, Géza Pekárik, a été démis de ses fonctions avec effet immédiat. Il a été remplacé par le directeur de l'autorité de régulation de l'énergie et des services publics (MEKH), János Péter Horváth. La directrice des affaires juridiques de MVM, Edit Juhász, remplacera M. Horváth dont le mandat à la tête de Paks prévoit de préparer la prolongation prévue de la durée de vie des quatre réacteurs.

La production électrique du bloc numéro 3 de la centrale nucléaire de Paks a été réduite de moitié pendant un peu moins d'un jour en raison d'un dysfonctionnement du système électrique.

- ENR

Samsung SDI est actuellement en discussion avec BMW, et envisagerait de construire une seconde usine de batteries électriques en Hongrie qui fournirait exclusivement le constructeur allemand. L'investissement pourrait atteindre 750 M€.

L'investissement de l'entreprise chinoise Semcorp à Debrecen est maintenu, malgré les accusations de corruption qui pèsent sur deux hauts dirigeants du groupe en Chine, assignés à résidence. La première pierre de l'usine avait été posée en 2021, et la production devrait débuter prochainement. L'usine de Semcorp produira des séparateurs de batteries électriques destinés à Samsung, LG, Panasonic et CATL. L'investissement a coûté 183 M€, dont 33,2 M€ de subventions publiques, et devrait créer 440 emplois.

Environnement

Le Secrétaire d'Etat Péter Zambó, rattaché au ministère de l'Agriculture, a annoncé que les forêts hongroises recevraient 310 Mds HUF (790,3 M€) d'aides européennes et nationales d'ici 2027, soit trois fois plus que pour le cycle financier pluriannuel précédent. Le Secrétaire d'Etat

a précisé que la majeure partie de l'augmentation provient du budget national, avec la volonté d'améliorer l'état des forêts hongroises, et la compétitivité du secteur sylvicole.

MOL a nommé Mohu Mol Hulladékgazdálkodási Zrt. (MOHU) sa nouvelle entité chargée de mettre en œuvre la concession publique de gestion des déchets pendant 35 ans. MOHU traitera 4 à 5 M t de déchets (contre 100 000 t habituellement pour le groupe MOL), à l'aide de sous-traitants, et a reçu à ce titre une centaine de candidatures. MOHU sera dirigée par Zsolt Pethő, ancien dirigeant de l'unité pétrochimique du groupe. MOL s'est engagée à injecter 185 Mds HUF (470 M€) dans le secteur de la gestion des déchets d'ici dix ans, et à construire une infrastructure énergétique alimentée par 100 000 t de déchets d'ici cinq ans. MOL veut faire passer le taux de déchets municipaux recyclés de 32 à 65 % d'ici 2040.

Infrastructure

- ferroviaire

Le gouvernement a annulé le projet de poursuivre la modernisation de la gare Nyugati à Budapest, sur la recommandation du ministre de la Construction et des Transports, János Lázár. L'abandon est officiellement motivé par les « sanctions de Bruxelles », mais aussi par la nécessité de libérer des crédits afin de maintenir les subventions énergétiques, et par l'impératif de modernisation de la Défense nationale. L'investissement était chiffré à 1 Md HUF (2,5 M€), et devait bénéficier d'un soutien financier européen. Le projet avait été confirmé en octobre 2022, alors même que la crise énergétique et la guerre en Ukraine avaient lieu. Certains observateurs discernent une bataille politique derrière cet abandon.

Transport

- aérien

12,2 M de passagers ont transité par l'aéroport de Budapest en 2022, soit 25 % de moins que lors de l'année de référence pré-covid (2019), et 164 % de plus qu'en 2021, alors que de nombreuses restrictions étaient encore en vigueur. Le nombre de passagers en décembre 2022 était 23% inférieur à celui de décembre 2019. L'exploitant de l'aéroport espère 14 M de passagers en 2023. Par ailleurs, 194 000 t de fret ont transité par Budapest, soit 5,8 % de plus qu'en 2021.

Lors d'une conférence de presse à Budapest, le PDG de Ryanair, Michael O'Leary, a annoncé l'ouverture d'une ligne Budapest-Belfast cet été. Il a réitéré ses critiques envers la nouvelle écotaxe gouvernementale qui « nuit au tourisme hongrois ». Il estime que, sans cette taxe, 2 M de passagers supplémentaires transiteraient par Budapest. A l'initiative de Ryanair, un jugement de la Cour constitutionnelle est attendu d'ici le mois de juin concernant la taxe sur les surprofits du secteur aérien décidée par le gouvernement en 2022. Il a aussi directement cité son concurrent Wizz Air, dont les parts seraient rognées par Ryanair sur tous les marchés où les deux compagnies sont en concurrence (Autriche, Hongrie, Italie, Pologne). Ryanair a servi 4 M de passagers en 2022 en Hongrie (32 % de PDM), et le taux d'occupation a atteint de 92 à 94 % ces derniers mois.

Wizz Air Hungary a transporté 3,7 M de passagers en 2022, ce qui constitue un record pour la compagnie. Elle espère atteindre 4,8 M de passagers en 2023, et rajouter de nouveaux avions à la base de Budapest l'été prochain. La compagnie a récemment annoncé de nouvelles lignes vers l'Arabie Saoudite et la Turquie.

Wizz Air a réalisé un profit de 33,5 M€ au 4^{ème} trimestre 2022, contre une perte de 267,5 M€ l'année précédente au cours du même trimestre. Si le chiffre d'affaires de la compagnie a progressé de 123 %, à 911,7 M€, ce résultat positif repose essentiellement sur des gains de change (224 M€). Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de profit positif. Wizz Air devrait toutefois

annoncer une perte sur l'exercice budgétaire 2022, qui court du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023. La compagnie espère cependant renverser cette tendance en 2023.

République Tchèque

Energie

- renouvelable

Selon l'Association tchèque de l'énergie solaire, **le marché photovoltaïque a enregistré une croissance record en 2022**, avec 33 760 nouvelles unités de production, soit un raccordement au réseau d'une capacité supplémentaire de 240 MW (contre 62 MW connectés l'an passé). Sur ces centrales, près de 4 000 ont été mises en service par l'énergéticien CEZ Prodej, pour une puissance de 27 MW. L'intérêt marqué pour cette source d'énergie s'observe également à travers le nombre important de 51 000 demandes de subventions pour l'installation de panneaux photovoltaïques par les ménages dans le cadre du programme de subvention New Green Saving, soit cinq fois plus qu'en 2021.

- nucléaire

L'énergéticien national CEZ dépensera cette année plus de **2,3 Mds CZK (96 M€) pour la prolongation de ses centrales nucléaires**, afin de s'assurer de la possibilité d'exploiter la centrale de Dukovany pendant 60 ans, soit au moins jusqu'en 2047. Par ailleurs, le groupe a annoncé le renforcement de son département énergie nucléaire avec le recrutement à venir d'environ 2 600 nouveaux employés.

Transport et infrastructures

- ferroviaire

Projet LGV tchèque : la société EGIS RAIL, en consortium avec SUDOP Praha et Mott MacDonald, a gagné un contrat d'études de conception du tronçon « Bohême centrale » d'une longueur de 80 km de Poříčany à Světlá n. S. sur la future LGV Prague – Brno. Le contrat d'une valeur de 12 M€ hors TVA porte sur l'évaluation de l'impact environnemental EIE et sur l'établissement du permis d'aménagement. Ce marché a été attribué selon la méthode du meilleur rapport qualité-prix (Best Value) qui met en valeur l'expertise des fournisseurs.

Alstom et ČD-Telematika (entreprise de télécommunications, filiale de l'opérateur ferroviaire Ceske Drahy) ont signé un accord portant sur la fourniture par Alstom d'équipements pour la partie mobile du système de signalisation ETCS niveau 2 pour les trains de type Pendolino (7 unités type 680, construits par Alstom) et CityElefant (66 unités type 471, construits par Skoda Transportation). ČD-Telematika (pour les trains Pendolino type 680) avait précédemment remporté le contrat d'installation dans le cadre de l'appel d'offres lancé par Ceske Drahy. Alstom fournirait le système ETCS, y compris la conception, avec des fonctions nationales qui permettraient l'exploitation des trains en République tchèque et en Slovaquie, la mise en place à bord des trains, et également la maintenance pendant 10 ans. L'usine Alstom de Charleroi assurera la conception et la fourniture des différents systèmes et équipements.

L'opérateur ferroviaire privé RegioJet a obtenu un « certificat unifié de sécurité » pour l'exploitation de services ferroviaires de passagers en Allemagne (il est déjà certifié pour la Slovaquie, l'Autriche et la Pologne) et une extension de certification en Autriche pour le transport ferroviaire de marchandises. L'opérateur pourrait ainsi développer de nouvelles connexions à travers l'Allemagne vers l'Europe occidentale.

La nouvelle liaison ferroviaire internationale **Prague-Berlin-Copenhague** figure sur la liste des dix projets pilotes sélectionnés par la Commission européenne visant à mettre en place de nouveaux services ferroviaires transfrontaliers. Souhaitant améliorer l'offre de connexions ferroviaires et contribuer au transfert de passagers de voitures et d'avions vers les trains, la Commission facilitera la mise en œuvre de la ligne en cherchant à éliminer les barrières à l'entrée et se concentrera surtout sur la coordination transfrontalière et le cas échéant, sur la promotion de nouvelles liaisons. Cette liaison sera exploitée par les transporteurs nationaux (ČD, DB, DSB).

- routier

Le **système de péages routiers** a généré en 2022 des revenus record de l'ordre de 14,85 Mds CZK (0,62 Md€) en hausse de 4,6% par rapport à 2021 notamment grâce à l'extension du réseau soumis au péage de 425 km (52km de nouvelles autoroutes et 373 km de routes 1^{ère} catégorie) sur un total de 2 870 km. Plus de la moitié (51,5%) des péages perçus en 2022 a été payé par des transporteurs étrangers.

Le ministère des Transports recrute dans le cadre d'un appel d'offres d'un montant maximal de 4 M€ un conseiller chargé de la sélection (conseils juridiques, financiers, économiques et techniques) d'un concessionnaire pour la construction et exploitation de l'autoroute D35 (tronçon Opatovec – Mohelnice) sous **modèle PPP**.

- transport aérien

Selon le service de contrôle du trafic aérien (ŘLP), **la circulation aérienne a augmenté de 30% en 2022 par rapport à 2021**. Le nombre de vols s'est établi à 550 194, soit 64% du niveau de l'année 2019. A partir du 23 février, la République tchèque rejoindra la zone de la route aérienne de l'Europe du Sud-Est-SEE FRA garantissant aux exploitants d'aéronefs un espace aérien libre entre la mer Noire et la frontière allemande, ce qui, outre d'importantes économies de carburant et de temps de vol, contribue également de manière significative à la réduction des émissions.



La principale compagnie aérienne tchèque, Smartwings a transporté en 2022 plus de 5,2 M de passagers, soit deux fois plus qu'en 2021 atteignant ainsi 92,4% du niveau de 2019. La compagnie opère des vols vers 70 destinations avec un taux d'occupation moyen de 86%.

- électro-mobilité

Le gouvernement tchèque a approuvé un protocole d'accord non contraignant avec le groupe Volkswagen AG pour la **préparation d'un projet de Gigafactory de production de batteries**. Si ce mémorandum ne préjuge pas de la décision ultérieure de l'investisseur d'implanter son usine

en Tchéquie, il confirme l'intérêt porté à ce projet par le gouvernement tchèque qui négocie actuellement avec les collectivités concernées de la région de Plzeň la revitalisation d'une friche industrielle et la préparation d'un parc d'activités stratégiques à Plzeň-Líně. En outre, une division dédiée à ce projet au sein de l'agence publique de promotion des investissements, CzechInvest, a été créée, tandis que les travaux d'aménagement du site ont été confiés à l'entreprise publique DIAMO. *Plus d'informations sur le site du ministère de l'Industrie et du Commerce : [Le Ministère de l'industrie et du commerce poursuit la préparation du projet de parc d'activités à Líně](#) | [Le \(mpo.cz\)](#)*

Fonds européens

Dans le cadre du plan de relance (PNRR), le ministère de l'Environnement a lancé, le 9 janvier, le programme de subvention New Green Savings Light, permettant aux ménages vulnérables (personnes âgées, familles monoparentales, personnes handicapées) et à faible revenu de financer une partie de leurs travaux d'économies d'énergie et de rénovation des bâtiments. Le ministère a indiqué que l'enveloppe prévue, d'un montant initial de 1,5 Md CZK (60 M€), devrait être réhaussée compte-tenu du nombre important de demandes enregistrées dès les premiers jours après l'ouverture du programme.

Slovaquie

Energie

- électricité

Le principal électricien du pays, la société Slovenske elektrarne, a fourni au réseau électrique 17 039 GWh en 2022 ce qui représente 55 % de la consommation totale d'électricité en Slovaquie. Par rapport à 2021, on constate une légère baisse de 1,3 %. La part des quatre blocs nucléaires opérés par Slovenske elektrarne (deux à Jaslovské Bohunice et deux à Mochovce) représentait 86,4 %. Avec les centrales hydrauliques exploitées par Slovenske elektrarne, la part de l'électricité décarbonée était de 95 %.

Slovenske elektrarne modernisera sa plus grande centrale hydroélectrique située au nord du pays. La centrale hydroélectrique par pompage et turbinage Cierny Vah dispose d'une puissance installée de 735 MW. Elle est entrée en opération en 1981 et est devenue l'une des centrales les plus importantes pour la stabilisation et la régulation du réseau. En effet, elle est capable de partir de zéro à sa performance maximale au bout de 70 secondes grâce à la différence de 400 m entre les bassins supérieur et inférieur. Après quarante ans d'opération, Slovenske elektrarne prévoit le changement de l'une de ses six turbines et du transformateur. Les coûts sont évalués à 10 M€. Le nouveau projet d'investissement a été présenté aux autorités compétentes pour l'obtention des autorisations nécessaires.

La start-up slovaque Fuergy Industries a réussi à obtenir 16 M€ d'un fonds d'investissement privé Pro Partners Holding. La start-up développe et commercialise un algorithme doté d'intelligence artificielle évaluant les données historiques de la consommation d'électricité. A la base de ces données et le développement des prix sur le marché, le logiciel est capable d'optimiser la consommation d'électricité de ses clients.

Le 31 janvier, le gouvernement a adopté le décret qui fixe les prix de rachat par les distributeurs de l'électricité produite par tous les producteurs utilisant des différentes ressources spécifiques.

Le prix est fixé :

- Pour la production d'électricité à partir de biogaz et biomasse à 232 € / MWh

- Pour la production d'électricité à partir de la cogénération à haut rendement au biogaz et biomasse à 232 € / MWh
- Pour la production d'électricité à partir de la cogénération à haut rendement issue de la valorisation des déchets à 92 € / MWh
- Pour la production d'électricité à partir de la cogénération à haut rendement issue de lignite à 222 € / MWh
- Pour la production d'électricité à partir de la cogénération à haut rendement en incinérant les huiles minérales, les bioliquides et la tourbe à 172 € / MWh.

- nucléaire

Le 31 janvier à 22h57 le principal électricien du pays Slovenske elektrarne a raccordé au réseau le premier des deux turbogénérateurs du troisième bloc nucléaire à Mochovce. Le raccordement s'est réalisé trois semaines après la publication par l'Autorité de sûreté nucléaire de l'accord sur le début du démarrage énergétique (publication le 13 janvier). Pendant la phase du démarrage énergétique, les différents tests sur la partie nucléaire et non-nucléaire ont été réalisés et cela lors du franchissement à hauteur de 5, 15 et 20 % de la puissance installée. Au moment du franchissement des 20 % de la puissance installée, le réacteur a été raccordé au réseau et a fourni la première électricité. Selon le PDG de Slovenske elektrarne, M. Branislav Strycek, il s'agissait d'un jalon important pour Slovenske elektrarne, pour la communauté des énergéticiens nucléaires ainsi que pour le pays. Il a mis en exergue que grâce à l'opération du troisième bloc nucléaire, sa société est capable de fournir l'électricité de bon marché pour le prix de 61,2 € / MWh selon l'engagement auprès des autorités slovaques. Quant au deuxième générateur, il a été raccordé au réseau le 4 février ce qui a permis d'atteindre 35 % de la puissance installée. Pour mémoire, le troisième bloc est doté d'une puissance installée de 471 MW ce qui permettra de couvrir 13 % de la consommation d'électricité en Slovaquie. Enfin, le ministre de l'Economie a confirmé que les travaux sur le quatrième bloc étaient bien en cours. Mi-septembre, la date de l'achèvement des travaux de construction devrait être précisée sachant que les autorités slovaques ont envisagé la finalisation de ces travaux deux ans après la fin des travaux sur le troisième bloc.

Les deux blocs nucléaires à Mochovce avec la production à hauteur de 8 091 MWh ont atteint leur meilleure performance depuis leur lancement respectif en production en 1998 et 1999. Cette performance résulte du renforcement de l'efficacité tant des réacteurs que des tours de refroidissement.

- gaz

La société publique de gaz SPP demeure le leader sur le marché du gaz aux ménages avec une part de marché de 58 %. En parallèle, grâce à la diversification de ses activités, SPP est le quatrième fournisseur de l'électricité aux ménages avec une part de marché de 12 %.

D'après les statistiques de la filiale de SPP chargée de la distribution du gaz en Slovaquie, SPP - distribucia, en 2022, une baisse de la consommation du gaz est intervenue en Slovaquie. La consommation a atteint 48 296 GWh, en chute de 18 %. Dans le cas des ménages et des PME, la consommation a baissé de 12 %, dans le cas de l'industrie, la baisse était plus prononcée à hauteur de 22 %. SPP – distribucia voit deux principaux facteurs à l'origine de cette baisse. Du côté de l'industrie, les acteurs ont baissé la consommation à cause des prix trop élevés. En ce qui concerne les ménages, la baisse résulte de l'hiver doux et de leur vigilance sur la consommation.

- hydrogène

Du 10 au 12 janvier, la ville Trnava a participé à l'événement « Hydrogen Bus Roadshow ». Ainsi la ville a testé un bus hydrogène sur l'une de ces lignes. L'événement a été coordonné par l'Association nationale de l'hydrogène NVAS.

- renouvelables

Le 26 janvier, la Commission européenne a pris la décision de saisir la Cour de justice d'un recours contre la Slovaquie et la Bulgarie en matière de développement des énergies renouvelables. La Commission demande par ailleurs à la Cour de justice d'infliger des sanctions à ces deux pays pour la non transposition en droit national de la directive de l'UE sur les énergies renouvelables. En effet, les Etats membres avaient jusqu'au 30 juin 2021 pour transposer cette directive en droit national. La Slovaquie comme la Bulgarie n'ont jusqu'à présent, selon la Commission, notifié aucune mesure de transposition. C'est pourquoi, en juillet 2021, la Commission a envoyé une lettre de mise en demeure à la Slovaquie et à la Bulgarie. Sans aucune notification de mesures de transposition, en décembre 2021, la Commission a procédé à l'envoi d'un avis motivé. Ces deux pays sont les seuls EM qui n'ont notifié aucune mesure.

L'Agence slovaque de l'innovation et de l'énergie a lancé en début de février l'appel à projets pour soutenir le développement du photovoltaïque dans le secteur public. L'appel est destiné aux municipalités et aux institutions publiques (à l'exception de la région de Bratislava), pour lesquelles l'Etat allouera 5 M€ pour l'achat de panneaux photovoltaïques et de systèmes de batteries. "Le moment est très bien choisi, à un moment où l'Etat et l'administration publique, les municipalités, les villes, les unités territoriales supérieures et les écoles sont en proie aux prix élevés de l'énergie", a déclaré le ministre de l'économie Karel Hirman. L'une des conditions est que 95 % de l'électricité produite par le système doit être consommée directement par le bâtiment qui demande la subvention.

Transports

- routier

En 2022, la société privée Skytoll chargée du péage électronique dédié aux véhicules utilitaires a notifié les recettes issues du péage à hauteur de 241 M€, en hausse de 4 % en glissement annuel. Les recettes issues de l'utilisation des autoroutes et des voies express ont atteint 167 M€ tandis que les recettes des routes nationales se sont établies à 74 M€. Depuis le lancement du système de péage électronique en 2010, les recettes s'élèvent à 2,5 Mds€ mais seulement 47 % de ces recettes ont été utilisés pour l'entretien des autoroutes et des routes nationales. En 2019, ce fonctionnement et financement a été critiqué par l'Autorité de contrôle suprême. D'après l'Autorité, le système de redistribution des recettes issues du péage remplit d'une manière insuffisante la raison principale du péage – l'entretien et le développement des infrastructures autoroutières.

La Société nationale des autoroutes, la société publique chargée des autoroutes et des voies express, a vendu 4,7 M de vignettes autoroutières en 2022, en croissance de 20 %. La vignette la plus achetée a été la vignette de dix jours (2,6 M, en hausse de 36 % en glissement annuel). Les recettes issues de la vente des vignettes ont atteint 88,7 M€ dont notamment 44,6 M€ qui résultent de la vente des vignettes annuelles (365 jours), soit le plus grand volume de vente.

La Société nationale des autoroutes (NDS) a publié fin janvier de nouvelles informations relatives au marché public concernant le système informatique du péage électronique. Selon ces données, la société CzechToll a présenté l'offre la plus basse à hauteur de 13,8 M€ hors TVA. La société CzechToll, tout comme l'opérateur actuel du péage la société SkyToll, appartient au groupe ITIS holding. CzechToll a devancé l'offre du consortium international sous la direction

de la société tchèque Optokon (autres membres Vendeka Information Technologies Trade de Philippines et Vendeka Bilgi Teknolojileri Tiracet de Turquie) qui a proposé une offre à hauteur de 15,8 M€. A la troisième position se positionne la société slovaque Data System Soft 2 dont l'offre s'élève à 38 M€.

NDS s'est déjà prononcé sur cet AO en mai 2022 en désignant la société CzechToll, mais ce résultat a été contesté par la société Data System Soft 2. L'Autorité des marchés publics a donc demandé à NDS de réévaluer toutes les offres en vérifiant si l'offre de CzechToll n'était pas anormalement basse dans la mesure où la valeur estimée de ce marché était de 42 M€.

Tout comme en mai 2022, la décision de janvier peut être également contestée par les autres participants à l'AO. Pour mémoire, ce marché public a été lancé à la fin de l'année 2020.

Après la société italienne Telepass qui a signé la lettre d'intention contraignante avec la Société nationale des autoroutes (NDS) fin 2022 portant sur le système européen de péage EETS, NDS a signé fin janvier une telle lettre avec la société allemande Toll4Europe et elle devrait être signée prochainement avec la société tchèque Eurowag. Le système européen de péage a pour objectif d'interconnecter les différents systèmes de péage nationaux. Ainsi, une seule unité de bord (OBU: On Bord Unit) serait nécessaire à travers les différents EM.

La ville Malacky à l'ouest du pays (17 000 habitants) a signé le contrat de transport public en bus avec la société Arriva. Arriva opérera les trois lignes de la ville pendant les deux prochaines années.

La région de Bratislava prévoit un large investissement sur l'artère routière allant de la capitale via les municipalités Svaty Jur (5 600 habitants), Pezinok (22 600 habitants), Modra (8 900 habitants), Dubova (1000 habitants) et Vinicne (2 350 habitants). Cet axe est utilisé par approximativement 25 000 véhicules / jour et le trafic passe directement par ces municipalités. C'est pourquoi la région prévoit d'une part à quelques endroits la construction de routes à 2 voies dans un sens, et d'autre part le contournement de ces municipalités. Vu la complexité des travaux, la construction se réalisera par différents tronçons. Selon les différentes options, les coûts sont prévus entre 206 et 420 M€. A cela s'ajoute encore le rachat de différents terrains dont la valeur cumulée pourrait s'élever à 542 M€. Le contournement de Svaty Jur s'avère être le plus compliqué car le tracé le plus simple, évalué à 52,5 M€ et 2,7 ans de travaux de construction, passe par un parc naturel protégé. La deuxième option table donc sur un tunnel de 1,6 km au-dessous du centre historique mais cette solution est à la fois plus onéreuse (252,1 M€) et prend plus de temps (4,6 ans de construction). Pour plus d'information, veuillez consulter directement le Service économique de Bratislava.

- ferroviaire

La société publique ferroviaire chargée du transport des passagers ZSSK a transporté 67 M de passagers en 2022, en hausse de 21,5 M par rapport à 2021 soit en hausse de 47 %. Pour mémoire, après le transport de 77 M de passagers en 2019, la pandémie a négativement impacté la performance de ZSSK dont le nombre de passagers a considérablement baissé à 46,6 M de passagers en 2020 et 45,6 M de passagers en 2021. L'année dernière, ZSSK a préparé un nombre record de trains (578 000).

La société publique chargée des infrastructures ferroviaires, la société Železnice Slovenskej republiky (ZSR), a atteint des revenus de 604,8 M€, en hausse de 88,3 M€ en g.a. tandis que les coûts ont augmenté de 132 M€ pour s'établir à 668 M€. Ainsi, la perte s'est creusée de 43,7 M€ en 2021 pour atteindre 63 M€ en 2022. ZSR a reçu une subvention publique de 375,9 M€ dont 354,6 M€ l'opération des infrastructures. Le paiement de différents transporteurs ferroviaires pour l'accès aux infrastructures s'est établi à 81,3 M€.

- aérien

En 2022, le nombre de passagers à l'aéroport de Bratislava a atteint 1,4 M (dont 1 M de passagers des vols réguliers). Par rapport à l'année 2021, le nombre a presque triplé (480 000 passagers). Le début de l'année 2022 avait été pour autant assez compliqué puisque la guerre en Ukraine avait eu pour conséquence l'annulation des vols tant vers l'Ukraine que vers la Russie. En outre, l'Ukraine était l'une des destinations les plus importantes pour Bratislava et la guerre a privé l'aéroport approximativement de 200 000 passagers. Au total, l'aéroport a connu 24 283 atterrissages et décollages en 2022.

En 2022, le nombre de passagers à l'aéroport de Kosice s'est élevé 542 864 (dont 373 927 passagers de vols réguliers), en augmentation de 222 % par rapport à 2021. Par rapport à l'année 2019, ce nombre est toujours inférieur de 2,7 % ce qui est l'un des meilleurs taux de rétablissement au niveau européen. Vienne était la destination la plus utilisée suivie par Londres Luton et Londres Stansted.

Environnement

Le 26 janvier, la Commission a pris la décision de saisir la Cour de justice d'un recours contre la Slovaquie en matière de non-respect des règles de l'UE concernant les décharges. En effet, la Commission relève le manque de réhabilitation et de fermeture d'un certain nombre de décharges, ces dernières n'étant pas conformes aux exigences de la directive relative à la mise en décharge des déchets (directive 1999/31/CE). Selon les dispositions de cette directive, seules les activités de mise en décharge sûres et contrôlées peuvent être menées sur le sol européen. Les EM devaient fermer les anciennes décharges au plus tard le 16 juillet 2009, sauf exception dûment motivée. A ce jour, il appartient à la Slovaquie de prendre des mesures nécessaires pour 21 décharges. En effet, même si les 21 décharges ne sont plus exploitées, elles ne sont pas réhabilitées et ni définitivement désaffectées conformément à la directive.

En janvier 2023, l'unité analytique du ministère de l'Environnement, Institut de la politique environnemental, a publié l'étude sur les prévisions de neige dans les différentes stations de ski en Slovaquie. L'étude recense actuellement 107 stations de ski dont 47 sont considérées comme importantes et 16 localisées dans des parcs naturels. Si pendant la période froide de l'année (octobre-mars), le volume de précipitations sous forme de neige devrait croître à l'avenir dès l'altitude de 1 700 m, il en sera autrement pour les sites inférieurs à 700 m dont les conditions de neige devraient se détériorer progressivement en pluie. Pour les grandes stations de ski, la durée d'activité dépasse actuellement 100 jours, mais une grande partie des stations opèrent avec une durée plus réduite. Ainsi, la médiane des années 2016-2019 était de 82 jours. A cet égard, les stations de ski considèrent le seuil de rentabilité dès 35 jours. A court terme (2020-2030), la situation climatique devrait être relativement satisfaisante pour la majorité des stations de ski. Pour la dernière décade de ce siècle, selon l'étude de l'Institut, seules deux stations de ski devraient conserver des conditions de ski excellentes (Strbske Pleso et Jasna), et 19 stations conserver des conditions satisfaisantes.

Fin janvier, le ministre de l'Environnement, M. Jan Budaj, a présenté le premier projet de loi climatique en Slovaquie. Le projet prévoit la possibilité de porter plainte contre l'Etat. La loi vise la baisse des gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon de 2030 (par rapport à 1990) et concerne tous les secteurs et ministères. Le projet de loi établit un nouveau Conseil pour la responsabilité climatique – une institution indépendante, coordinatrice et de conseil. Concernant ses membres, deux devraient être nommés par le gouvernement, deux par le Président de la République et trois par le parlement. Le Conseil devrait se prononcer sur les projets d'investissement supérieurs à 5 M€. En outre, les différents ministères, responsables de leurs secteurs, pourront être l'objet d'une sanction financière si les objectifs ne sont pas tenus.

Le ministère de l'Agriculture objecte d'ores et déjà les ambitions et les engagements qui lui sont attribués par le projet de loi. En effet, le secteur agricole devrait diminuer les émissions de 10 % par rapport à 2005 à l'horizon 2030. Le ministère de l'Agriculture demande au ministère de l'Environnement de spécifier comment cet objectif a été calculé. En outre, le secteur agricole devrait augmenter la séquestration du CO₂ dans le sol de ¼. Selon le ministère de l'Agriculture, cet objectif n'est pas conforme avec la législation européenne. Enfin, le ministère critique également le mécanisme de sanctions proposé.

Le programme de reconstruction verte des maisons n'a pas été populaire auprès de la population slovaque. Selon le PNRR, le programme qui vise la reconstruction de 30 000 maisons, est géré par l'Agence slovaque de l'environnement (SAZP). A la fin de l'année 2022, seules 2 200 demandes ont été déposées alors que 4 000 contrats devaient être conclus.

Lituanie

Energie

Deux fournisseurs lituaniens, Ardynas et Pajūrio tyrimų ir planavimo institutas, ont remporté l'appel d'offres portant sur le **plan de développement de l'infrastructure d'ingénierie pour le parc éolien en mer Baltique**, y compris une évaluation d'impact sur l'environnement. Selon la vice-ministre de l'Energie, D. Garbaliuskaite, ce projet d'une durée de 2 ans et d'une valeur de 1 M€ aboutira à un document de planification territoriale qui déterminera le tracé des réseaux terrestres et maritimes pour connecter le parc éolien offshore au système énergétique lituanien.

Transport et infrastructures / mobilité durable

En dépit d'un début d'année poussif, **l'activité des aéroports lituaniens a connu une remarquable dynamique en 2022**. Le nombre de passagers a doublé par rapport à l'année précédente pour atteindre 5,35 M. Les 51 000 vols effectués représentent eux aussi près du double de 2021. Les trois aéroports lituaniens connaissent désormais une activité supérieure à 80% des niveaux de 2019 ; en particulier, celui de Kaunas dépasse les 100% à la fois en termes de passagers et de vols effectués.

Ce regain d'activité se traduit en termes d'emplois. Les aéroports lituaniens ont recruté 147 salariés l'année dernière et devraient en ajouter une quarantaine cette année. On comptait 662 employés fin décembre 2019 et 595 fin 2022.

Environnement

La Banque nordique d'investissement finance le développement d'une centrale à biomasse à Šiauliai. Celle-ci a octroyé un prêt de 10 M€ pour le design et la construction d'une centrale à biomasse de 20 MW à Šiauliai (nord de la Lituanie). Celle-ci viendra remplacer le gaz dans le chauffage de la ville. Une fois la centrale opérationnelle, les émissions de gaz à effet de serre produites par le chauffage de Šiauliai devraient diminuer de 78%.

Le ministère des Finances a élaboré un plan d'action sur la finance verte pour 2023-2026. L'objectif de ce document est de promouvoir le développement de finances vertes, publiques et privées, visant à créer un environnement favorable tant aux entreprises qu'aux acteurs des marchés financiers. La ministre des Finances, G. Skaiste, estime que 14 Mds€ seront nécessaires d'ici 2030 pour réussir la transition verte, dont 10 Mds€ provenant du budget de l'Etat. La Lituanie s'efforcera ainsi de devenir une plaque tournante de la finance verte dans la région. A cette fin, il est prévu de créer un centre de compétences nommé Institut de la finance verte.

Pour sa part, la Banque de Lituanie a annoncé, en janvier 2023, la création d'un Centre sur le changement climatique. Ce centre est dirigé par Tomas Garbaravičius, ancien membre du

conseil d'administration de la Banque de Lituanie. Les missions principales du nouveau centre seront communiquées prochainement en parallèle avec la stratégie de verdissement de la Banque de Lituanie pour 2023-2025.

Lettonie

Nominations

A la suite de la nomination du nouveau gouvernement, la Lettonie dispose d'un nouveau ministère, en charge de l'énergie et du Climat porté par Raimonds Čudars. Le ministre des transports est désormais Jānis Vitenbergs et le ministre en charge de l'environnement et du développement local Māris Sprindžuks.

Energie

A l'occasion du forum Techritory à Riga en décembre, les industriels du secteur hydrogène ont signé un MOU portant sur le développement des technologies hydrogène, et visant à soutenir le développement régional de la chaîne de valeur du carburant hydrogène vert pour les transports en Estonie et en Lettonie. Plusieurs projets pilotes sont envisagés dans le cadre du projet H2 Value, dans les régions de Vidzeme (Lettonie) et Tartu (Estonie): une usine de production d'hydrogène vert à petite échelle basée sur l'énergie solaire, une station de ravitaillement en hydrogène vert, l'essai du transport d'H2 vert var route et son utilisation comme carburant zéro émission.

En parallèle a été créée l'alliance lettone de l'hydrogène, qui vise l'élaboration d'un plan d'action hydrogène d'ici l'été et une stratégie nationale d'ici la fin d'année. Enfin,

Infrastructures

Trois groupements d'entreprises ont été sélectionnés pour participer à la deuxième étape de l'appel d'offres lancé le 1er juin 2022 par la coentreprise balte RB Rail AS, en charge du projet ferroviaire Rail Baltica, et portant sur la conception et la construction du sous-système énergétique (ENE) sur l'ensemble de la ligne Rail Baltica. Parmi les candidats retenus figurent "Cobra Instalaciones y Servicios S.A." (Espagne), "ALSTOM-BMGS-GE-Torpol" (BMGS" AS (Lettonie), "Bombardier Transportation Baltics" SIA, ALSTOM Transport SA, GE Energy Power Conversion France SAS (France), TORPOL S.A" (Pologne), et "STC Baltic Electrification" (COLAS RAIL AS (France), Siemens GmbH (Allemagne), Siemens Mobility Oy filiale lettone et TSO SAS (France). La signature du contrat prévue avant la fin de l'année 2023.

Le 19 janvier 2023, la coentreprise balte RB Rail AS, en charge du projet ferroviaire Rail Baltica, a lancé un appel d'offres portant sur le design et de construction du sous-système de contrôle-commande et de signalisation (CCS) sur la totalité de ligne Rail Baltica. Le cahier des charges de l'appel d'offres porte sur le déploiement de l'ETCS (système européen de contrôle des trains), du FRMCS (futur système de communication mobile ferroviaire), du système d'enclenchement et de blocage, du système de gestion du trafic, des systèmes TIC, y compris le réseau de transmission des données, la communication vocale, la cybersécurité, les systèmes auxiliaires de communication pour l'exploitation ferroviaire, les applications de surveillance, le système SCADA (Supervisory Control and Data Acquisition), de l'équipement des gares, y compris l'information des passagers, les caméras de télévision en circuit fermé, l'horloge centrale, le système de billetterie, les portes de quai pour certaines gares, de l'alimentation électrique hors traction pour les sous-systèmes CCS, du système de transport par câble pour tous les systèmes ainsi que les bâtiments et immeubles techniques. Les offres doivent être remises d'ici le 1er mars 2023.

Transports

L'entreprise énergétique Latvenergo AS prévoit de déployer cette année dans les pays Baltes encore plus de 500 points de recharge pour véhicules électriques sous l'enseigne « Elektrum Drice ». Actuellement, le réseau « Elektrum Drive » possède 193 bornes de recharge en Lettonie.

Estonie

Nominations

Sander SALMU est le nouveau secrétaire général adjoint en charge du Transport au sein du Ministère des Affaires Economiques. Anciennement membre du département des transports, il travaillait dans une entreprise de recyclage (Ragn-Sells) depuis plusieurs années. Son prédécesseur, Ahti KUNINGAS, a été promu secrétaire général du Ministère des Affaires Economiques.

Rein VAKS est le nouveau directeur du département de l'Energie, sous la direction du secrétaire général adjoint en charge de l'énergie. Il s'agit d'une promotion interne, faisant suite au départ de Jaanus UIGA au sein de l'entreprise Bolt.

Energie

- mix énergétique

Une récente étude Eurostat a confirmé la place majeure des énergies fossiles dans le mix énergétique estonien en 2021 : 69% de l'énergie disponible provenait de sources fossiles, soit autant que la moyenne européenne. L'Estonie se distingue par ses efforts depuis 10 ans : en 2011, 96% de l'énergie disponible en Estonie provenait d'énergies fossiles.

En matière de production d'énergie renouvelable, l'Estonie est au-dessus de la moyenne européenne : en 2021, 37,6% de l'énergie produite en Estonie était d'origine renouvelable – contre 21,8% au niveau européen.

- ENR

Le succès de l'énergie solaire s'est accru en 2022 : Eesti Energia a reçu 6 000 demandes d'installation de panneaux solaires, soit 3 fois plus qu'en 2021. Au total, près de 5 000 nouveaux producteurs d'énergie photovoltaïque se sont raccordés au réseau estonien en 2022 – dont 3 500 micro-producteurs. Cette tendance est soutenue par l'agence d'investissement nationale, Kredex, qui finance jusqu'à 30% des coûts d'installation de panneaux solaires.

En parallèle, les projets éoliens se multiplient. La municipalité de Torva (sud de l'Estonie) a lancé un appel d'offre pour la rédaction d'un plan spatial permettant d'identifier la meilleure location pour un parc éolien onshore, qui sera développé par l'entreprise Evecon. La taille de ce parc n'est pas arrêtée, mais la municipalité ambitionne un parc disposant d'environ 30 turbines.

Enfin, les développements pour l'énergie hydrogène se poursuivent. Le fonds d'investissement environnemental estonien a annoncé la création d'un fonds de 49 M€ afin de soutenir l'introduction de l'hydrogène vert dans le secteur du transport et dans l'industrie chimique.

- électricité

Une nouvelle réglementation permet aux estoniens de changer plus facilement de fournisseur d'électricité depuis le 1^{er} février. Jusqu'ici, les clients devaient attendre au moins 37 jours pour que le changement soit effectif. Désormais, tout changement pourra être effectué en 14 jours, grâce à une simplification des formalités administratives.

Depuis le début du mois de janvier, les prix de l'électricité tendent à diminuer au point de remettre en cause l'attractivité du service universel de l'électricité proposé par le gouvernement (prix moyen de 99,27 €/MWh sur le marché, contre 154,08 € pour le service universel). De nombreux ménages et acteurs économiques ont commencé à s'en détourner. En conséquence, le Ministre Järvan souhaite introduire une nouvelle clause dès avril 2023 : le service universel de l'électricité se transformera *in fine* en un prix plafond. Les opérateurs économiques délivrant ce service auront l'obligation de vendre au prix du marché si celui-ci est plus faible que le prix fixé par le service.

- gaz et biogaz

Eesti Gaas a annoncé avoir signé des contrats afin de recevoir 10 livraisons de GNL en 2023. 3 livraisons arriveront par le biais du port de Klaipeda et 7 arriveront par le biais du port d'Inkoo. Ces livraisons devraient permettre à l'Estonie de répondre à la demande de gaz, qui semble repartir à la hausse du fait de la récente chute du prix.

La chute du prix se ressent dans la facture des ménages : depuis le 1^{er} février, Eesti Gaas vend le m³ de gaz au prix de 0,84 € – contre 1,75 € début janvier. Ce prix est désormais inférieur au prix plafond à partir duquel le gouvernement estonien aide les ménages.

Transports

- mobilité douce & automobile

L'Estonie va poursuivre son programme de subvention à l'achat de véhicules électriques. Pour tout achat d'une voiture électrique, ou d'un petit van, l'Etat financera jusqu'à 4 000 € – tant que le prix du véhicule reste inférieur à 60 000 €. Cette aide est également étendue aux vélos cargos : 50% du prix d'achat du vélo cargo sera pris en charge par l'Etat, dans la limite de 1000 €. Le budget total de ce programme est de 9 M€.

La ville de Tallinn a révélé le calendrier des travaux nécessaires à l'installation d'une nouvelle ligne de tram, reliant le vieux port de Tallinn au centre-ville. Les travaux vont démarrer dès le 7 mars 2023 et devraient se conclure dès l'été 2024. Au total, 46 M€ sont dédiés à la seule construction de cette nouvelle ligne – dont 26 M€ proviennent du plan de relance et de résilience européen. En parallèle, de nombreux projets d'améliorations urbaines seront menés autour de la ligne.

- maritime

Le transport de passager par ferry a continué sa forte croissance en janvier 2023. 338 194 passagers ont emprunté les ferrys de Tallink, soit 86,1% de plus qu'en janvier 2022. La hausse s'explique principalement par le succès de la route entre l'Estonie et la Finlande (201 449 passagers) et entre la Finlande et la Suède (99 217 passagers).

En revanche, le fret maritime a marqué un coup d'arrêt en 2022 : seulement 33 M de tonnes-cargo sont passés par les ports estoniens en 2022 (-15% par rapport à 2021). Cette baisse s'explique uniquement par la plus faible quantité de fret chargés dans les ports estoniens, résultat de l'arrêt des relations commerciales avec la Russie.

- aérien

A compter du 1^{er} avril, Ryanair ne reliera plus Tallinn aux 7 destinations suivantes : Paris-Beauvais, Billund, Dublin, Malte, Naples, Nuremberg et Paphos. Cette décision fait suite à la décision de l'aéroport de Tallinn d'augmenter les tarifs de ses *slots*, qui étaient réduits au minimum depuis la crise sanitaire.

- ferroviaire

En 2022, l'entreprise publique Eesti Raudtee a affiché un déficit de 20,7 M€. L'Etat estonien avait prévu de couvrir 12M de ce déficit à partir du budget annuel. Le déficit supplémentaire, soit 8,7 M€, sera couvert par la réserve gouvernementale, à la demande du Ministère des Affaires Economiques. Ce déficit chronique risque de s'accroître dans les prochaines années, partiellement du fait des sanctions imposées contre la Russie et la Biélorussie.

Pour autant, un nombre record de passagers a été transporté en 2022, avec 7M de voyages effectués (+16% en un an). En conséquence, l'opérateur public Elron a acté l'achat de 10 trains supplémentaires, qui seront fournis par Skoda d'ici 2027.

Infrastructures

- construction et immobilier

Le Ministère des Affaires Economiques a publié les résultats d'un appel à projets pour développer les nouvelles solutions numériques dans le secteur de la construction. 63 projets ont été retenus (sur 103 candidats) et vont se partager 2,6 M€ pour développer ces nouvelles solutions. Un second appel à projet identique sera lancé courant 2023. Ces appels à projets rentrent dans le cadre du programme NextGenerationEU.

Le Ministère a également lancé un appel à projet pour favoriser la rénovation des immeubles d'habitations, à l'initiative des syndicats de copropriété. 75 M€ sont dédiés à de telles rénovations, pouvant couvrir jusqu'à 50% des travaux nécessaires.

En 2022, le secteur immobilier a connu une chute notable : le nombre de transactions a chuté de 15% (61 109 seulement). La hausse des prix assure une certaine stabilité du montant total dépensé dans les transactions immobilières (5,8 Mds€, -3% par rapport à 2021). La tendance est à une accélération de la chute dans les prochains mois.

Environnement

- économie circulaire

Le Ministère de l'Environnement plaide pour l'introduction d'une taxe afin de favoriser le tri sélectif ou, à défaut, financer le recyclage. Le modèle nordique est évoqué, avec l'idée d'une taxe de 10 € qui évoluerait selon la qualité du tri des habitants. Cette taxe inciterait les ménages à trier davantage, et les recettes permettraient de financer le recyclage des déchets non-triés.

- sujets européens

Le Ministère de l'Environnement a publiquement appelé à davantage de flexibilité sur le marché de quota carbone (ETS). Selon son porte-parole, le système fonctionne très bien en situation « normale » mais ne prend pas suffisamment en compte les crises externes comme aujourd'hui et fait peser un risque sur l'indépendance énergétique de certains pays.

Calendrier :

- **14 février 2023**, Conférence sur les chaînes logistiques dans le cadre de la révision du TEN-T, Centre *Kopernik*, Varsovie [Redefinition of logistics chains in the new TEN-T transport policy](#)
- **2 mars 2023**, Lancement de la 10^{ème} édition du projet ECO-MIASTO, Varsovie
- **19 avril 2023**, Conférence WindWorks - Moving Energy, Riga [Wind Works](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga, SE de Vilnius, SE de Tallinn

Pour s'abonner : noemie.piaskowski@dgtrésor.gouv.fr